



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

Niveau de classification/protection				
MD	MA	MS	SF	NP
				X

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

**BASE NAVALE TOULON
MAINTENANCE DES GROUPEES ELECTROGENES CMO**

Référence du marché :

<i>année</i>	<i>établissement émetteur</i>	<i>numéro</i>
2025	- SID_MED -	0113

	BASE NAVALE TOULON Maintenance des groupes électrogènes CMO	Version : 1.0
		Date : 09/07/2025

SOMMAIRE

1	Dispositions générales	3
1.1	Objet et localisation des prestations	3
1.2	Intervenants à l'opération	3
1.3	Pièces contractuelles	3
1.4	Pièces délivrées à l'entrepreneur	4
1.5	Allotissement	4
1.6	Tranches optionnelles	4
1.7	Parties techniques.....	4
1.8	Confidentialité, mesures de sécurité	5
1.9	Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	6
1.10	Modalités de communication	7
1.11	Résiliation du marché	7
1.12	Clauses sociales et environnementales	8
1.13	Présentation du dispositif de vigilance avec « e-attestation »	8
1.14	– Obligations du titulaire	8
2	Prix et règlement des comptes	8
2.1	Répartition des paiements.....	9
2.2	Avance.....	9
2.3	Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages	9
2.4	Variation des prix.....	11
2.5	Paieement et règlement des comptes.....	12
2.6	Modifications du marché en cours exécution	14
2.7	Retenue de garantie.....	14
2.8	Contrôle des coûts de revient	14
3	Délais.....	14
3.1	Délais d'exécution des prestations.....	14
3.2	Délai de remise des documents fournis après exécution	15
4	Réalisation des prestations	15
5	ADMISSIONS ET GARANTIES	18
5.1	Opération de vérification	18
5.2	Admission, ajournement, réfaction et rejet.....	19
5.3	Garantie.....	19
6	Différends et litiges	19
6.1	Droit applicable.....	19
6.2	Mission ministérielle PME/PMI	20
6.3	Méiateur des entreprises.....	20
7	Pénalités et retenues.....	20
7.1	Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations.....	20
7.2	Lutte contre le travail dissimulé	20
7.3	Non-respect des consignes de sécurité santé au travail (SST) ou environnementales	20
7.4	Violation des consignes relatives aux déchets de chantier.....	20
7.5	Cumul et plafonnement	20
7.6	Remise des documents à fournir après exécution	20
8	Assurances.....	21
8.1	Dispositions communes	21
8.2	Assurance de responsabilité civile de droit commun	21
9	Demarche de certification « relations fournisseurs responsables(RFR) et de labellisation « relation fournisseurs et achats responsables (RFAR) »	21
10	Delivrance de certificat de bonne execution	21
11	Dérogations au CCAG FCS	21

annexe 1 : guide de démarrage SUBCLIC

	BASE NAVALE TOULON Maintenance des groupes électrogènes CMO	Version : 1.0
		Date : 09/07/2025

1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet et localisation des prestations

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent la réalisation de la maintenance des groupes électrogènes d'une puissance de 1500 KWA au profit de la base navale de Toulon (DIRISI TOULON / CMO).

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

La maintenance des GE sera effectuée sur le site de la base navale de Toulon au profit de la DIRISI Toulon, au sein du DN16 (CMO).

1.2 Intervenants à l'opération

1.2.1 Représentation du pouvoir adjudicateur

Le directeur de l'établissement du service d'infrastructure de la défense de la Méditerranée (SID MED) désignera, dès la notification du marché, les personnes physiques habilitées à représenter le pouvoir adjudicateur et les délégations de signature qui leur sont accordées.

1.2.2 Maîtrise d'ouvrage

Il s'agit de l'**Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense Méditerranée – Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense de la base navale de Toulon.**

1.2.3 Contrôle technique

L'exécution du marché n'implique pas l'intervention d'un contrôleur technique.

1.2.4 Coordination SPS

Pour l'exécution du présent marché, le chef de l'organisme utilisateur assure la coordination générale des mesures de prévention.

Dans le cadre de l'intervention d'une entreprise, un plan de prévention sera établi entre le titulaire et le chef d'organisme au moins 15 jours avant le début des prestations.

1.2.5 Tâches essentielles

Sans objet.

1.3 Pièces contractuelles

Par dérogation au 4.1 du CCAG FCS, les pièces qui constituent le présent marché sont indiquées ci-après par **ordre de priorité décroissant**. Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradiction ou de différence entre elles.

1. Pièces particulières :

1. L'**acte d'engagement** (AE) et ses annexes.
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes.
- ~~3.~~ Le **cahier des clauses techniques particulières** (CCTP) et ses annexes.
4. L'état des prix forfaitaires / bordereau de prix unitaires / détail estimatif (E.P.F./ B.P.U/D.E.)
5. Le **mémoire technique** du titulaire (voir annexe 5 du RC)

2. Pièces générales :

Le **cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services** (CCAG FCS) arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services.

	BASE NAVALE TOULON Maintenance des groupes électrogènes CMO	Version : 1.0
		Date : 09/07/2025

1.4 Pièces délivrées à l'entrepreneur

Les pièces suivantes sont délivrées sans frais :

- à l'entrepreneur titulaire ou mandataire, les pièces particulières constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion,
- sur leur demande, à l'entrepreneur titulaire ou mandataire, aux éventuels cotraitants et sous-traitants payés directement, les pièces nécessaires pour le nantissement ou la cession de leurs créances.

1.5 Allotissement

Sans objet.

1.6 Tranches optionnelles

1.6.1 Identification des tranches

Le marché est décomposé en tranches définies comme suit :

Tranche	Descriptif sommaire de la tranche
Ferme	Maintenance du GE n° 1
Optionnelle	Maintenance du GE n° 2

Le contenu technique des tranches est défini au CCTP.

Modalités d'affermissement :

La tranche optionnelle pourra être affermie par décision du pouvoir adjudicateur notifiée par un ordre de service d'affermissement.

Les prix, les quantités, les délais, les conditions de financement et de règlement, les conditions de variation des prix seront ceux définis au présent marché.

L'ordre de service d'affermissement sera notifié par lettre recommandée avec accusé de réception ou par mail, la date de l'avis de réception postale ou date de transmission par le titulaire étant retenue comme date de notification. En cas de transmission par mail, le titulaire accuse alors réception datée par retour de leur page de garde par mail.

1.6.2 Délais d'affermissement

Les prix et délais de la tranche optionnelle s'entendent pour un affermissement de la tranche dans les délais suivants qui constituent des délais objectifs :

- tranche optionnelle : moins de 12 mois à compter de la date de notification de la tranche ferme

En cas de retard, non imputable à l'État, dans l'exécution de la tranche optionnelle, les délais d'affermissement de la tranche impactée seront reportés d'une durée équivalente à la durée du retard constaté.

1.7 Parties techniques

Les prestations sont décomposées comme suit pour la tranche ferme puis pour la tranche optionnelle :

- La partie technique n°1 comprendra la réalisation des prestations définies à l'article 1.3. et 3.3. du CCTP.
- La partie technique n°2 comprendra la réalisation des prestations définies à l'article 1.3. et 4 et 5 du CCTP.

	BASE NAVALE TOULON Maintenance des groupes électrogènes CMO	Version : 1.0 Date : 09/07/2025
--	--	------------------------------------

1.8 Confidentialité, mesures de sécurité

1.8.1 Protection du secret de la défense

L'autorisation accordée aux travailleurs est obligatoirement soumise à une enquête administrative pour le renseignement et la sûreté (EARS) : contrôle primaire, comme prévue dans l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale annexée à l'arrêté du 9 août 2021 et l'instruction n° 900 sur la protection du secret et des informations diffusion restreinte et sensible annexé à l'arrêté du 30 avril 2021.

Si le résultat de l'enquête donne lieu à un avis autre que sans objection (AQSO), l'accord de l'officier de sécurité du site concerné sera recherché avant la validation de la demande d'accès.

Concernant les travailleurs étrangers, l'accès au site concerné sera obligatoirement soumise à un accompagnement par un personnel de nationalité française d'une société primo-contractante avec le SID-MED.

L'attribution du droit d'accompagnement ne pourra être délivré qu'à deux conditions : que la personne accompagnante dispose déjà d'un titre d'accès et que son contrôle primaire soit sans objection (sauf dérogation). Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation sur la décision prise après le retour de l'enquête administrative ou un délai de procuration de l'attribution du droit d'accompagnement incompatible avec son planning prévisionnel.

Les travaux faisant l'objet du présent marché intéressent la défense ; le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG FCS.

1.8.2 Niveau de protection du secret

Le présent marché est un marché dit non-protégé.

1.8.3 Accès à l'enceinte militaire

A/ Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant au chantier (titulaires, sous-traitants, cotraitants) sera établie et fournie par le titulaire dès la notification du marché. Cette liste doit être complétée par une photocopie lisible recto verso pour chaque personnel de la carte d'identité ou celle de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ces derniers, comme l'autorise l'article R 620-3 du code du travail, introduit par le décret n°86524 du 13 mars 1986, le pouvoir adjudicateur exigera à l'appui de sa liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre. Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

B/ Contrôle d'accès

Les personnels des entreprises devant se rendre sur le site militaire où se déroulera le marché devront avoir satisfait aux formalités d'accès dudit site et être munis d'une carte d'identité ou du titre de travail pour les étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les titres d'accès (badges) qui auront été délivrés seront à restituer à l'issue.

La décision d'octroi d'un titre d'accès **relève de l'autorité militaire responsable du site**, sur la base d'une enquête administrative fondée sur l'arrêté du 09/08/2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 relative à la protection du secret de la défense nationale et l'arrêté du 15/03/ 2021 portant approbation de l'instruction ministérielle n° 900 sur la protection du secret et des informations diffusion restreintes et sensibles.

L'enquête administrative (contrôle primaire) à laquelle doit être soumise **toute personne (titulaire, sous-traitants, cotraitants) appelée à pénétrer dans l'enceinte militaire** à l'intérieur de laquelle seront exécutés les travaux nécessite le dépôt de fiches de renseignements **avant toute demande d'accès. Le modèle de contrôle primaire, ainsi que ses consignes de remplissage seront fournis par le responsable de l'opération.**

	BASE NAVALE TOULON Maintenance des groupes électrogènes CMO	Version : 1.0 Date : 09/07/2025
--	--	------------------------------------

Le formulaire de contrôle primaire doit être renseigné **au démarrage de la période de préparation des prestations**, et adressé avec l'ensemble des pièces requises au bureau sécurité :

e-mail : esid-toulon.resp-bur-secu.fct@intradef.gouv.fr

Les formalités de demandes d'accès, ainsi que celles relatives à l'accompagnement des travailleurs étrangers décrites à l'article 1.8.1 du présent document, à récupérer auprès du responsable de l'opération devront ensuite être initiées par le titulaire et ses sous-traitants déclarés, elles sont à adresser au bureau des accès :

e-mail : esid-toulon-ssd-acc.secretaire.fct@intradef.gouv.fr

Il convient d'adresser concomitamment les demandes d'accès avec celles des contrôles primaires sans présager des autorisations d'accès qui pourront être refusées à tout moment si le travailleur ne remplit pas les conditions ad hoc.

Le délai de traitement des accès peut varier en fonctions des délais de traitement du service enquêteur désigné. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation quant à un éventuel retard de délivrance des autorisations d'accès qui peuvent varier en fonctions des délais de traitement du service en enquêteur désigné dans l'arrêté du 09/08/2021 et l'arrêté du 15/03/2021 précédemment cités. Il est précisé que les conditions d'accès des étrangers et le délai de délivrance des autorisations sont aléatoires non seulement du fait des éléments précédemment cités mais également de par le contexte géopolitique international.

Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation en invoquant un refus d'accès ou un délai incompatible avec son planning prévisionnel.

1.9 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

En plus de ce qui est prévu à l'article 6 du CCAG FCS, le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans les documents suivants et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer. Ces instructions sont consultables sur <http://circulaires.legifrance.gouv.fr>.

- Circulaire n° 2221/DEF/CGA/IS/PT/ITA du 17/07/2015 relative aux conditions du contrôle par l'inspection du travail dans les armées de l'application du code du travail au personnel des entreprises et établissements publics travaillant dans les établissements du ministère des armées.
- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

En application de ces textes, il découle notamment les obligations suivantes :

- Le titulaire s'engage à faire effectuer les travaux par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprises sous-traitante.
- En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire doit faire parvenir immédiatement :
 - au chef de l'organisme utilisateur, pour les prestations effectuées sous plan de prévention,
 - une copie de la déclaration adressée à ces instances et, dès qu'elle est connue, la durée totale de l'arrêt de travail éventuel.
- Par ailleurs, le titulaire informe également :
 - o le chef de l'organisme utilisateur
- et, sur sa demande, l'inspection du travail compétente.

du nombre d'heures d'arrêt de travail pour ses salariés et sous-traitants, le nombre d'accidents du travail et le nombre de jours perdus.

- Enfin, le titulaire s'oblige à remettre au pouvoir adjudicateur une copie de la déclaration des procédés de travail susceptibles de provoquer des maladies professionnelles.

	BASE NAVALE TOULON Maintenance des groupes électrogènes CMO	Version : 1.0 Date : 09/07/2025
--	--	------------------------------------

1.10 Modalités de communication

1.10.1 Forme de communication

Les communications d'informations entre le titulaire, d'une part, le maître d'œuvre, le représentant du pouvoir adjudicateur ou le maître d'ouvrage d'autre part, sont faites dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 3.1 du CCAG FCS.

Lorsque leur contenu le permet, les ordres de service peuvent être transmis par courriel au titulaire. La personne physique, représentant le titulaire et désignée conformément aux dispositions de l'article 3.4.1 du CCAG FCS, s'engage à consulter quotidiennement la messagerie désignée à l'acte d'engagement, à laquelle sont transmis les courriels.

Pour application de l'article 3.8.1 du CCAG FCS, le titulaire accuse réception datée de ces ordres de service par retour de leur page de garde par courriel. Pour application de l'article 3.8.2 du CCAG FCS, le fait qui sert de point de départ au délai de 15 jours correspond à l'envoi du courriel au titulaire.

Le titulaire du marché est seul responsable de l'usage et du bon fonctionnement de ses systèmes de communication. L'éventuelle défaillance des systèmes de communication du titulaire est donc inopposable au pouvoir adjudicateur.

1.11 Résiliation du marché

Les dispositions des articles L. 2195-1 à 2195-6 du code de la commande publique s'appliquent.

Le titulaire doit remettre à l'acheteur ou son représentant, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, soit :

- une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations, présentée à l'article 1.12 du présent document, mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation les documents mentionnés ci-dessus.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation un certificat A1/E101 en application du règlement CEE n°574/72 du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement n° 1408/71.

En cas de non-remise de ces documents, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai qui ne peut être inférieur à 15 jours.

Le titulaire doit s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L. 8222-3 à L. 8222-5 du code du travail.

En cas de signalement par écrit de l'inspection du travail relatif au non-paiement total ou partiel du salaire minimum légal dû à un salarié détaché au sens de l'article L1261-3 du code du travail intervenant pour le compte du titulaire du marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. Cette mise en demeure est notifiée par écrit et est assortie d'un délai de 7 jours laissé au titulaire pour se conformer à ses obligations.

	BASE NAVALE TOULON Maintenance des groupes électrogènes CMO	Version : 1.0 Date : 09/07/2025
--	--	------------------------------------

1.12 Clauses sociales et environnementales

1.12.1 Insertion par l'activité économique

L'exécution du marché ne prévoit pas d'insertion par l'activité économique.

1.12.2 Protection de l'environnement

1.12.2.1 Protection de l'environnement

Conformément à l'article 7 du CCAG FCS, le titulaire veille à ce que les travaux respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement.

1.13 Présentation du dispositif de vigilance avec « e-attestation »

La plateforme sécurisée « e-Attestations » permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations. Le dispositif « e-Attestations » agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP, ... Aussi le titulaire n'aura qu'à compléter les informations et documents manquant dans son dossier.

Plus d'informations sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

1.14 Obligations du titulaire

Le titulaire reconnaît avoir procédé à toutes investigations préalables, vérifications et relevés lui permettant d'être parfaitement informée de la constitution et de la consistance des installations et d'être en mesure d'assurer toutes les prestations prévues.

L'acceptation par l'entreprise de l'ensemble des obligations prévues au présent CCTP ne la dispense pas du respect des lois et règlement en vigueur ou à venir

Le titulaire déclare parfaitement connaître la constitution des locaux et la consistance des matériels et équipements dont il assure la maintenance, ainsi que les règles de sécurité et règlements applicables en pareille matière.

Il appartient au titulaire de compléter si nécessaire les moyens minimaux qu'il a définis dans son projet d'organisation pour répondre à ses obligations de résultats.

Compte tenu des obligations de résultats dans le cadre de la maintenance, la terminologie définie par la norme NF X 60-010 est un minimum.

Hygiène et Sécurité

Les intervenants devront avoir une parfaite connaissance des règles d'hygiènes et de sécurité :

- 1 Permis feu.
- 2 Zones sensibles.
- 3 Circuits déchets.
- 4 Moyens d'alerte, etc...

Les entreprises utilisant des appareillages à flammes, ou risquant de provoquer des étincelles, devront demander un permis de feu au responsable de sécurité incendie de l'établissement, avant chaque intervention.

2 PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

	BASE NAVALE TOULON Maintenance des groupes électrogènes CMO	Version : 1.0 Date : 09/07/2025
--	--	------------------------------------

2.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire (ou mandataire et cotraitants en cas de groupement) et ses sous-traitants.

2.2 Avance

2.2.1 Avance au titulaire

Une avance sur chaque tranche est accordée au titulaire en application des articles L. 2191-3 à L. 2191-8 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance est calculé en application des articles R. 2191-6 à R. 2191-10 du code de la commande publique.

Une avance sera versée au titulaire si le montant de la tranche est supérieur à **50 000€ HT** et que la durée d'exécution du marché est supérieure à **deux mois**, sauf indication contraire de sa part dans l'acte d'engagement. À défaut de précision dans l'acte d'engagement, le titulaire sera réputé accepter le bénéfice de l'avance.

L'option A décrite à l'article 11.1 du CCAG FCS s'applique, ainsi le montant de l'avance est fixé à **30 %** du montant TTC du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct si le délai d'exécution des travaux est inférieur ou égal à douze mois ; si ce délai est supérieur à douze mois, l'avance est égale à **30 %** d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par le délai d'exécution des travaux exprimé en mois.

2.2.2 Avance au sous-traitant

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct dans les mêmes conditions conformément aux articles R. 2193-17 à R. 2193-21 du code de la commande publique.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

2.2.3 Modalités de paiement et de remboursement

Le paiement de l'avance de chaque tranche intervient sans formalité dans le délai global de 30 jours comptés à partir de la date de notification du marché.

Pour le sous-traitant de premier rang, le versement et son remboursement sont effectués dans les mêmes conditions que celles prévues pour le titulaire. Le titulaire prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant de premier rang.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables aux prestations exécutées par l'ensemble des cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors aux montants des prestations de chaque cotraitant définis à l'acte d'engagement.

Le remboursement de l'avance de chaque tranche s'impute en application des articles R. 2191-11 à R. 2191-19 du code de la commande publique.

Le remboursement pourra débiter lorsque le montant des prestations effectuées par le titulaire aura atteint **50 %** des montants TTC et sera terminé lorsque le montant des prestations effectuées par le titulaire aura atteint **80 %** des montants TTC.

2.3 Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages

2.3.1 Forme et contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par des prix forfaitaires et unitaires. Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix du marché sont hors T.V.A.

Ils sont réputés établis **sans préjudice de l'article 10.1 du CCAG FCS** en tenant compte :

- de l'ensemble des exigences figurant aux pièces du marché
- des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les prestations objets du marché et les activités de l'organisme utilisateur du ministère des armées ;

	BASE NAVALE TOULON Maintenance des groupes électrogènes CMO	Version : 1.0
		Date : 09/07/2025

- de l'obligation faite au titulaire de se conformer aux consignes générales et particulières et règlements édictés par le chef de l'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure du site dans lequel certaines prestations sont exécutées (livraison, essais, formation) ;
- des frais d'établissement et de diffusion des documents.

Les dépenses suivantes notamment sont à la charge de l'entreprise, sans préjudice des dispositions des articles 10.1.3 et 10.1.4 du CCAG/FCS :

- Les matériels de levage et de manutention ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution de ses prestations,
- Le nettoyage de son chantier qui doit rester propre et libre pendant et en fin d'exécution de ses travaux,
- Les frais de manutention, d'emballage, de transport, d'assurance,
- Les frais de protection des prestations, notamment du vol.
- Les frais de pilotage du marché et les frais de coordination des sous-traitants ;
- Les frais de main d'œuvre ;
- Les frais d'approvisionnement à pied d'œuvre des différents approvisionnements ;
- Les frais de dépose, démontage et manutention éventuelle ;
- Les frais d'essais et vérifications liés au bon fonctionnement ;
- Les frais d'arrêt et de remise en fonctionnement des installations et/ou équipement ;
- Les frais de tous les moyens nécessaires à l'évacuation des déposes et déchets ainsi que tous les nettoisements associés après formation et essais ;
- Les frais d'assistance technique auprès du pouvoir adjudicateur ;
- Les frais de prise en charge des déchets, le tout inscrit dans une démarche de qualité liée au développement durable.

Les prix comprennent :

- Les frais généraux, charges sociales, risques industriels, bénéfices, etc. ;
- Les déplacements (délais de route, modes de transport, hôtellerie, restauration...);
- Tous les moyens, outillages et/ou matières nécessaires à la prestation ;
- L'application des dispositions de sécurité et de protection de la santé ;
- Les équipements individuels et/ou collectifs liés à l'HSCT ;
- L'établissement des dossiers et de la documentation (rapport de maintenance - cf. § 6.2 du CCTP)
- L'organisation, la planification, la réalisation des prestations, y compris toutes les sujétions découlant du phasage des prestations en fonction des contraintes opérationnelles du site ;
- Les vérifications ;
- Les contrôles réglementaires ;
- Les essais de fonctionnement et la remise en route des matériels
- Les contraintes liées aux accès pendant la durée du marché.

2.3.2 Facilités accordées au titulaire

Des facilités pourront être accordées au titulaire dans les conditions visées ci-après.

Les zones suivantes pourront être mises à disposition du titulaire pour ses installations :

Les sanitaires de la Régie (rdc DN 17) seront mis à disposition du titulaire ainsi qu'une salle de réunion. Les modalités seront précisées lors de la période de préparation

	BASE NAVALE TOULON Maintenance des groupes électrogènes CMO	Version : 1.0
		Date : 09/07/2025

2.3.2.1 Zones d'installations de chantier

Le titulaire s'engage, à l'issue de la prestation, à la restitution des lieux et à leur remise en état aux conditions d'origine.

2.3.2.2 Fluides et énergie

Le titulaire pourra, en accord avec le maître d'ouvrage, relier à ses frais et risques ses installations aux réseaux suivants appartenant au maître d'ouvrage :

- Électricité

Les frais de consommation d'eau et d'électricité seront, hors frais de branchement et de mise en place d'un comptage, à la charge du maître d'ouvrage. Les démarches et demandes d'autorisation de raccordement sont à la charge du titulaire. Le maître d'ouvrage ne saurait être tenu responsable des éventuels dysfonctionnements de ces réseaux pendant l'exécution des travaux. Le titulaire prend à sa charge les mesures compensatoires qui s'imposent, en cas d'anomalies constatées dans l'alimentation en fluides et énergie et qui lui sont préjudiciables.

2.4 Variation des prix

2.4.1 *Mois d'établissement des prix du marché*

Les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de SEPTEMBRE 2025, ce mois est appelé « mois zéro ».

2.4.2 *Mode de variation des prix*

Les prix du marché sont fermes actualisables.

En application des articles R. 2112-10 et R. 2112-11 du code de la commande publique, les prix fermes sont actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le « mois zéro » et la date de début d'exécution des travaux. L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des travaux, selon les modalités visées ci-après.

2.4.3 *Modalités de calcul de variation des prix*

2.4.3.1 Choix de l'index de référence

Pour la tranche ferme et la tranche optionnelle, l'index de référence I choisi en raison de leur structure pour la variation des prix des prestations faisant l'objet du marché est celui visé ci-après :

- Index I : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 27.1 – Moteurs, génératrices, transfo. électr., matér. distrib., cmde électr. Prix de base – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010763925

L'indice peut être consulté sur le site internet de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) à l'adresse suivante :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010763925>

2.4.3.2 Formule de variation des prix

Le coefficient d'actualisation C_n applicable pour le calcul des prix actualisés est donné par la formule :

$$C_n = \frac{I_{n-3}}{I_0}$$

Dans laquelle I_0 et I_{n-3} sont les valeurs prises par l'index de référence I , défini à l'article 2.4.3.1 ci-avant, respectivement au mois zéro et au mois $n - 3$, sous réserve que le mois n de démarrage des travaux soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

	BASE NAVALE TOULON Maintenance des groupes électrogènes CMO	Version : 1.0
		Date : 09/07/2025

2.4.4 Application de la TVA

La TVA est fixée à titre indicatif. Les montants des factures seront calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la TVA au sens de l'article 269-I du code général des impôts. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement des factures en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

2.4.5 Régime de variation des indemnités, pénalités et retenues

Les retenues et pénalités techniques ne sont ni actualisées ni révisées.

Les pénalités, indemnités d'attente et les indemnités de dédit ne sont ni actualisée ni révisées.

2.4.6 Variation provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune autre variation avant la variation définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

2.5 Paiement et règlement des comptes

2.5.1 Modalités de règlement des comptes

Les comptes sont réglés sur facture mensuelle selon les dispositions de l'article 11.3 du CCAG FCS.

- Après exécution des prestations, l'entrepreneur transmet, suivant les modalités précisées ci-après, une facture précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution des prestations,

- Le représentant du pouvoir adjudicateur :

- soit rejette la facture si les informations portées sur la facture sont incomplètes, si les prestations n'ont pas été réalisées, si les montants sont erronés ou en l'absence de demande de paiement des sous-traitants, ...,
- soit accepte la facture. Les pénalités, les primes et les réfections seront appliquées sur la base des ordres de services correspondants qui auront été notifiés au titulaire. Le montant de la somme à régler au titulaire est alors arrêté par le pouvoir adjudicateur ou par son représentant qui procède alors au paiement.

Le représentant du maître d'œuvre notifie au titulaire les éléments complémentaires à la facture. Passé un délai de 15 jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant, le règlement de la facture est considéré comme définitif.

Le titulaire adresse ses factures de façon dématérialisée en utilisant le portail sécurisé CHORUS PRO accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les factures destinées aux services de l'Etat et de suivre l'état d'avancement de leur traitement. Le N° de SIRET des services de l'Etat est le : 11000201100044.

Pour déposer ses factures sur le portail, le titulaire doit fournir toutes les mentions légales ainsi que les informations suivantes :

- La référence de l'Engagement Juridique (n° d'EJ) : **information obligatoire portée sur le marché**
- Le code du Service Exécutant (SE) du SID MEDITERRANEE, code SE : **D1076EY083**,
- Le numéro du SIRET,
- Le numéro du marché,
- Le numéro de la facture qui ne doit pas dépasser 16 caractères.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement des factures par le service en charge de leur paiement. A défaut, les factures seront rejetées pour information insuffisante pour relier la facture à un acte d'achat du SID Méditerranée.

	BASE NAVALE TOULON Maintenance des groupes électrogènes CMO	Version : 1.0 Date : 09/07/2025
--	--	------------------------------------

Par dérogation aux articles 10 et 12 du CCAG FCS, le règlement des prestations s'effectuera par facture correspondant à l'exécution des prestations et dont le montant est fixé à l'issue de la procédure suivante :

- Après exécution des prestations, l'entrepreneur transmet, suivant les modalités précisées ci-après, une facture précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution des prestations ,
- Le représentant du pouvoir adjudicateur :
 - o soit rejette la facture si les informations portées sur la facture sont incomplètes, si les prestations n'ont pas été réalisées, si les montants sont erronés ou en l'absence de demande de paiement des sous-traitants, ...,
 - o soit accepte la facture. Les pénalités et les réfections seront appliquées et annexées à la facture pour prise en compte dans le paiement.

Le montant de la somme à régler au titulaire est alors arrêté par le pouvoir adjudicateur ou par son représentant qui procède alors au paiement.

Le représentant du maître d'œuvre notifie au titulaire les éléments complémentaires à la facture. Passé un délai de 15 jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant, le règlement de la facture est considéré comme définitif.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission sont accessibles sur : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques>

2.5.2 Délais de paiement

Les pouvoirs adjudicateurs, paient les sommes dues en exécution du marché dans un délai maximal de trente (30) jours conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du code de la commande publique.

Le déclenchement du délai de paiement s'effectue selon les dispositions des articles R. 2192-12 à R. 2192-23 du code de la commande publique.

Intérêts moratoires :

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit, et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, ou du sous-traitant payé directement, en sus des intérêts moratoires, à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires applicables pour le présent marché ainsi que le montant de l'indemnité forfaitaire sont fixés aux articles L. 2192-12 à L. 2192-14, R. 2192-31 à R. 2192-34, R. 2192-36 et D. 2192-35 du code de la commande publique.

2.5.3 Rémunération sur approvisionnement

Il n'est pas prévu de versement d'acompte sur approvisionnement.

2.5.4 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

2.5.4.1 Paiement des groupements d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, il sera fait application des dispositions de l'article 12 du CCAG FCS.

2.5.4.2 Désignation du sous-traitant en cours de marché

Le titulaire du marché peut, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

La déclaration de sous-traitance indique pour les sous-traitants à payer directement les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique.

Utilisation de SUBCLIC

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, **le titulaire et aux sous-traitants utilisent les services dématérialisés de la société SUBCLIC** (<https://subcllic.com/>). Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 2.4 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

	BASE NAVALE TOULON Maintenance des groupes électrogènes CMO	Version : 1.0
		Date : 09/07/2025

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du marché.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est en annexe 1 au présent CCAP.

2.5.4.3 Sous-traitance indirecte

En application de l'article 3.6. du CCAG FCS, et en vue de faire accepter le sous-traitant indirect et agréer ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur, le titulaire veillera à ce que le sous-traitant direct respecte la déclaration de sous-traitance mentionnée supra. Ce document sera ensuite transmis au titulaire, lequel le transmettra à son tour au pouvoir adjudicateur. Le même formalisme sera systématiquement respecté quel que soit le rang de sous-traitance envisagé.

Le paiement de toutes les sommes dues par l'entrepreneur aux sous-traitants non payés directement quel que soit leur rang sont garanties à peine de nullité du sous-traité (ou contrat de sous-traitance). Cette garantie devra revêtir exclusivement la forme d'une caution personnelle et solidaire obtenue, par l'entrepreneur, donneur d'ordre, auprès d'un établissement qualifié.

2.5.4.4 Modalités de paiement direct des sous-traitants

Pour les sous-traitants, en plus de ce qui est prévu au 12.2 du CCAG FCS, le titulaire joint à la facture, une **attestation indiquant la somme à régler** par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné, cette somme indiquera le montant à régler hors TVA et précisera le mode de liquidation des taxes (acquittement de la taxe ou auto liquidation). Elle ne tiendra pas compte non plus d'une éventuelle variation de prix, laquelle sera calculée par le maître d'ouvrage.

Pour les sous-traitants d'un cotraitant, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, signée par celui des cotraitants du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme indiquera le montant à régler hors TVA et précisera le mode de liquidation des taxes (acquittement de la taxe ou auto liquidation). Elle ne tiendra pas compte non plus d'une éventuelle variation de prix, laquelle sera calculée par le maître d'ouvrage.

Si le cotraitant qui a conclu un contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

2.6 Modifications du marché en cours exécution

Les modifications en cours d'exécution du présent marché seront réalisées conformément aux dispositions décrites aux articles L. 2194-1, L. 2194-2, R 2194-1 à R. 2194-9 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, il sera possible de recourir à la procédure de marchés négociés sans mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles objet du marché, sous réserve que le ou les marchés/accords-cadres correspondants soient notifiés au plus tard trois ans à compter de la notification du présent marché.

2.7 Retenue de garantie

Il n'est pas demandé au titulaire de constituer une retenue de garantie.

2.8 Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

3 DELAIS

3.1 Délais d'exécution des prestations

Les délais propres à chaque tranche sont fixés à l'article 3 de l'acte d'engagement.

	BASE NAVALE TOULON Maintenance des groupes électrogènes CMO	Version : 1.0
		Date : 09/07/2025

Dans le délai global sont compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des emplacements mis à la disposition des entrepreneurs par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des prestations.

3.1.1 Prolongation des délais d'exécution

Le titulaire peut demander une prolongation de délai dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG FCS.

Quelle que soit leur origine, les prolongations de délai pour cause d'arrêt partiel ou d'entrave, comme celles pour cause d'arrêt total des prestations sur le chantier font l'objet d'un simple ordre de service du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire dont la prestation est arrêtée totalement ou partiellement, ou entravée, doit en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur par tout moyen écrit (télécopie, courriel...).

Quelle que soit leur origine, les prolongations de délai pour cause d'arrêt partiel ou d'entrave, comme celles pour cause d'arrêt total des prestations font l'objet d'un simple ordre de service du pouvoir adjudicateur.

Les éventuelles décisions de prolongation de délais d'exécution d'un marché ne sont relatives qu'à ce seul marché.

3.2 Délai de remise des documents fournis après exécution

Le titulaire du marché remet au pouvoir adjudicateur ou son représentant, au plus tard lorsqu'il demande l'admission des prestations de chaque partie technique, le dossier plans et documents.

Tous les éléments du dossier plans et documents sont soumis au contrôle du pouvoir adjudicateur, qui dispose d'un délai de 15 jours, à compter de la remise du dossier, pour effectuer ce contrôle et retourner au titulaire, les éléments avec les observations éventuelles.

Le titulaire dispose alors de 15 jours pour émettre un nouvel indice des éléments du dossier ayant fait l'objet des observations. Le pouvoir adjudicateur dispose de 15 jours à compter de l'admission du nouvel indice pour les viser à nouveau.

4 REALISATION DES PRESTATIONS

4.1.1 Période de préparation, programme d'exécution des prestations

Il est fixé une période de préparation dans les conditions spécifiées à l'article 3 de l'acte d'engagement.

La période de préparation figurant à l'acte d'engagement :

- peut être prolongée par décision du pouvoir adjudicateur, sauf si la raison du retard est imputable au titulaire.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énumérées ci-après à la diligence respective des parties contractantes.

Par les soins du maître de l'ouvrage :

- Délivrance des autorisations d'accès.
- Mise à disposition des sources d'énergie prévues au 2.3.2 supra.
- Mise à disposition du titulaire des emplacements nécessaires tels que définis au CCTP.
- Transmission 30 jours au moins avant le démarrage des prestations de la déclaration préalable visée à l'article L.4532-1 du code du travail aux organismes de prévention.

Par les soins du titulaire ou du mandataire :

- Le cas échéant (voir article 1.7.3 du présent CCAP), établissement et présentation des demandes nécessaires à l'obtention des autorisations d'accès pour le personnel du titulaire ou du mandataire et de ses cotraitants et sous-traitants déclarés, dans un délai de **3** semaines à compter du démarrage de la période de préparation ;
- Etablissement et présentation au visa du maître d'ouvrage du programme d'exécution des prestations et le projet des installations de chantier dans un délai de **3** semaines à compter du démarrage de la période de préparation ;

	BASE NAVALE TOULON Maintenance des groupes électrogènes CMO	Version : 1.0
		Date : 09/07/2025

- Fourniture des copies des contrats d'assurance et attestations demandées à l'article 8 du CCAG FCS.
- Remise au maître d'ouvrage d'une copie de la déclaration d'ouverture de chantier pour tout chantier employant dix personnes au moins pendant plus d'une semaine, adressée à l'inspection du travail compétente mentionnée au § 4.1.2.5 infra.
- Mise en place des installations de chantier et des clôtures pour les GE de secours en location.
- Communication aux entreprises des consignes arrêtées par le chef d'établissement et de l'organisation prévue pour les premiers secours.

4.1.2 Organisation, sécurité et protection de la santé

4.1.2.1 Documents disponibles sur le chantier

Le titulaire est tenu d'avoir en permanence sur le chantier les pièces générales techniques constitutives du marché (pièces citées à l'article 1.3 du présent CCAP) limitées à celles applicables aux natures d'ouvrage faisant l'objet du présent marché et dont l'exécution n'est pas terminée.

4.1.2.2 Installations de chantier

Locaux pour le personnel : des WC seront mis à disposition.

4.1.2.3 Gestion des déchets de chantier

Les déchets de chantier sont gérés par le titulaire (comme les vieilles pièces mécaniques, les vidanges, etc...)

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet de l'accord-cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office vers des filières de valorisation, à ses frais.

Gestion des déchets de chantier via Trackdéchets

La réglementation relative au à la gestion des bordereaux de suivi de déchets (BSD) a changé. Le SID en tant que pouvoir adjudicateur est producteur des déchets.

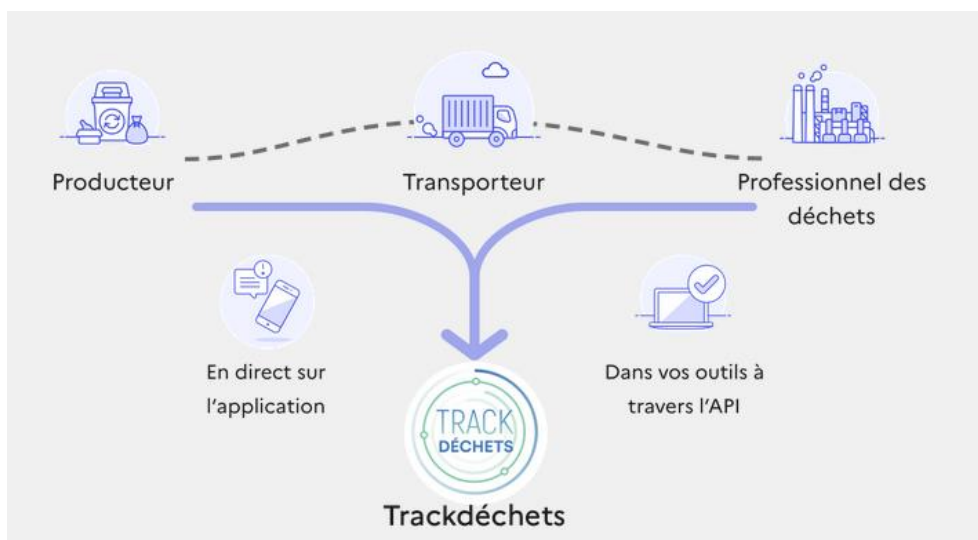
L'utilisation du télé service TRACKDECHETS est obligatoire depuis le 01/07/2022.

- Le décret n° 2021-321 a rendu obligatoire la dématérialisation des bordereaux de suivi (BSD) en matière de traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments ;
- Lien internet : <https://app.trackdechets.beta.gouv.fr/login> ;
- Plateforme unique du Ministère de la Transition Ecologique permettant de dématérialiser l'ensemble des BSD/registre de suivi de déchets des secteurs privés et publics ;
- Nécessite une connexion internet ;
- **Plus de BSD papier**, uniquement sur Trackdéchets pour l'ensemble des acteurs : producteur de déchets, transporteur et éliminateur ou centre de stockage/valorisation).
 - Lorsqu'un BSD est émis par le producteur, l'ensemble des acteurs concernés par ce déchet ont accès au BSD (producteur, transporteur, société d'entreposage, de traitement) et ce, pour chaque étape de la vie du déchet.
 - Prise en charge des **déchets dangereux**, les **déchets amiantés**, les déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (DASRI) mais également des fluides frigorigènes.

Chaque BSD émis doit être rattaché au producteur de déchets, en l'occurrence l'ESID de Toulon.

- Pour les déchets du SID, il est donc essentiel que le BSD soit émis par un acteur bien identifié (ESID ou transporteur), afin qu'il soit recensé dans le registre déchet de l'ESID de Toulon généré automatiquement sur l'outil ;
- Attention, si le titulaire émet le BSD pour l'ESID de Toulon, elle ne pourra pas le rattacher au compte de l'établissement et c'est bien le titulaire qui sera considérée comme producteur du déchet ;
- Consignes : faire générer le BSD par le transporteur qui a une place identifiée dans la chaîne du BSD et faire rattacher ce BSD à l'ESID de Toulon par le nom ou le n° de SIRET 13000190200332.

	<p align="center">BASE NAVALE TOULON</p> <p align="center">Maintenance des groupes électrogènes CMO</p>	<p>Version : 1.0</p> <hr/> <p>Date : 09/07/2025</p>
--	---	---



Émettre un BSD - Informations à collecter :

Le titulaire doit fournir au SID Méditerranée (conducteur d'opération ou chargé d'affaire) et aux transporteurs les informations suivantes afin que le BSD soit complet :

- Description du déchet :
 - o Nature du déchet
 - o Code déchet
 - o Dangersité
 - o Volume
 - o Condition de stockage.
- Identification des acteurs.
 - o **Transporteur** : SIRET/ Adresse / **Contact (nom, téléphone, courriel)** / Habilitation à transporter des déchets dangereux par route le cas échéant * ;
 - o **Centre de Stockage / Tri/ Valorisation / Elimination** : SIRET / Adresse / **Contact (nom, téléphone, courriel)** / Autorisation pour regrouper/stocker/trier/valoriser/éliminer les déchets ** ;
 - o **Numéro du CAP** : Certificat d'acceptation préalable en centre de tri / stockage / élimination / valorisation.

** Récépissé de déclaration en Préfecture pour l'activité de transport par route / Certificat d'inscription sur le registre des transporteurs routiers de marchandises et des loueurs de véhicules industriels*

*** Récépissé préfectoral ou arrêté préfectoral d'autorisation pour exploiter une installation de regroupement, transit ou tri de déchets / Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un centre d'enfouissement ou d'incinération*

Mise au point et contacts pour les prestations :

Une information et une mise au point sur l'utilisation de Trackdéchets seront réalisées en période de démarrage de l'accord-cadre entre les représentants de l'administration et le titulaire.

Les personnes de contact seront désignées par ordre de service lors de la phase de démarrage de l'accord-cadre.

En cas de non-respect de ces dispositions des pénalités seront appliquées conformément à l'article 7.4 du présent CCAP.

4.1.2.4 Sécurité et protection de la santé sur le chantier - Application de la réglementation du travail

Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé conformément au plan général de coordination.

Il doit par ailleurs donner suite aux décisions prises par le maître de l'ouvrage suite aux observations formulées par le coordonnateur SPS en phase réalisation.

En cas d'urgence ou de danger et en l'absence du maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS se substitue à celui-ci pour exercer les dits pouvoirs, et notamment arrêter le chantier et faire prendre aux entreprises concernées les mesures conservatoires qu'il juge nécessaires.

	BASE NAVALE TOULON Maintenance des groupes électrogènes CMO	Version : 1.0
		Date : 09/07/2025

Le coordonnateur, en cas d'anomalie constatée, procédera de façon progressive, à une remarque verbale, à une remarque écrite, à l'entreprise avec copie au maître de l'ouvrage si le problème persiste, à une remarque en réunion de chantier avec mention dans le registre journal en cas d'absence de réaction puis à une demande d'arrêt partiel ou total du chantier aux frais et risques du contrevenant adressée au maître de l'ouvrage avec mention dans le registre journal.

Inspection du travail

Il est précisé que l'Inspection du Travail compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail est la personne suivante :

Si inspection du travail dans les armées Toulon

Contrôle Général des Armées - Inspection générale du travail dans les armées – Antenne de Toulon
CS 942 – 83800 TOULON Cedex 9

4.1.2.5 Consignes particulières, horaires de travail

Les horaires de travail de l'établissement sont les suivants :

Sur la base navale de Toulon :

- du lundi au jeudi de 8h00 à 17h00 ;
- le vendredi de 8h00 à 12h00.

Le titulaire pourra effectuer son chantier :

- du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00 – possibilité d'un début à 7h du matin

Lorsque le titulaire veut appliquer des horaires différents, il lui appartient d'établir une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail. Cette dérogation n'est pas due à l'entreprise et le refus d'une telle demande ne pourra pas faire l'objet de réclamation de la part de du titulaire tant en terme de coût que de délai.

Cette dérogation, après validation du maître d'œuvre, ne pourra être que ponctuelle. En cas de refus le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Durant ces activités effectuées hors horaires normaux, en cas d'accident ou d'incidents graves survenus sur le chantier, le titulaire devra en informer immédiatement l'officier de permanence de l'Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Toulon au numéro suivant : **06.86.15.63.02**.

4.1.2.7 Autorisations administratives

Les autorisations administratives, autre que les autorisations d'urbanisme, à délivrer par une entité autre que le ministère des armées, sont à la charge du titulaire.

4.1.3 Réunions et visites de chantier

4.1.3.1 Visites de chantier

Les visites de chantier auront lieu à l'initiative du maître d'ouvrage.

4.1.3.2 Réunions de chantier

Des réunions de chantier se dérouleront selon nécessité.

La fréquence des réunions de chantier sera au moins hebdomadaire. Leur fréquence exacte sera définie au moment des travaux en concertation avec le maître d'œuvre.

Les réunions auront lieu dans un bureau aménagé à cet effet sur le chantier. Elles sont précédées d'une mise à jour du calendrier détaillé d'exécution. A chaque réunion de chantier, il sera établi par le maître d'ouvrage un compte rendu. Ce document aura toute valeur en cas de contestation et de litiges sur les engagements pris et les remarques formulées par chacun.

5 ADMISSIONS ET GARANTIES

5.1 Opération de vérification

Le contrôle de la bonne exécution des prestations est assuré par le représentant du pouvoir adjudicateur assisté des correspondants des unités.

Conformément à l'article 27 du CCAG FCS des essais sur site sont prévus à l'article 6-1 du CCTP.

	BASE NAVALE TOULON Maintenance des groupes électrogènes CMO	Version : 1.0
		Date : 09/07/2025

5.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet

La mise en service des installations sera effectuée par le titulaire après avoir fourni toutes les autorisations de mise sous tension des installations concernées, en présence des représentants de la Maîtrise d'Ouvrage (et de son assistant).

L'admission globale du marché est prononcée après l'obtention des 3 admissions partielles correspondant aux 3 parties techniques du marché.

Conformément à l'article 30.1 du CCAG FCS, l'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification

5.3 Garantie

Le délai de garantie court à compter de la date d'effet de l'admission des prestations.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG FCS, le délai de garantie est de 2 ans à compter de la date d'effet d'admission.

Cette garantie s'entend comme étant une garantie totale de bon fonctionnement comprenant fourniture et main d'œuvre (frais de déplacement du personnel inclus) concernant tout le matériel reconnu défectueux.

Dans le cadre de la garantie, le prestataire s'engage à intervenir sur l'ensemble des équipements fournis dans le marché sur simple appel téléphonique ou mail du client pour vérifier ainsi que pour remettre en état les équipements qui ne fonctionneraient pas normalement dans les délais fixés par le pouvoir adjudicateur.

Toute indisponibilité supérieure à 5 jours ouvrés, causée par ces interventions en garantie, repousse la date de fin de la garantie totale d'une période égale à l'indisponibilité constatée.

Cette garantie couvre le démontage, le remplacement et le remontage des parties de la prestation qui seraient à l'usage reconnues défectueuses. Cette obligation s'étend notamment à la couverture des frais consécutifs au déplacement, à l'emballage et au transport de matériel, nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que celle-ci soit retournée à cette fin dans ses établissements.

Les délais dont dispose le titulaire pour effectuer les réparations sont déterminés par décision du représentant du pouvoir adjudicateur, après consultation du titulaire. Ils peuvent être sanctionnés par des pénalités selon les dispositions de l'article 14 du CCAG FCS et calculées sur la valeur des groupes électrogènes dont l'utilisation est subordonnée à l'exécution des réparations.

Le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont demandées même s'il fait des réserves sur la mise en jeu de la garantie technique ou sur les délais, dans le cas où ceux-ci sont fixés hors marché par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux réparations prescrites, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des réparations.

Garantie contre les vices cachés : il est expressément convenu entre les parties que la garantie légale contre les vices cachés, résultant des articles 1641 à 1649 du Code Civil, s'applique en totalité au présent contrat.

S'il apparaît un défaut présentant un caractère systématique ne permettant pas aux matériels de satisfaire aux spécification technique contractuelles, le titulaire (ou les cotraitants en cas de cotraitance) s'engage(nt) à étudier à ses (leurs) frais la modification nécessaire et à modifier également à ses frais les matériels en cours de fabrication et les matériels livrés au cours des 18 (dix-huit) mois précédant la mise en évidence du défaut.

6 DIFFERENDS ET LITIGES

6.1 Droit applicable

Le présent marché est soumis au seul droit français. En cas de procédure contentieuse relative au marché, et sans préjudice des dispositions de l'article 55 du CCAG FCS, la contestation sera portée devant le :

Tribunal Administratif de Toulon (83)
5 rue Racine - CS 40510

	BASE NAVALE TOULON Maintenance des groupes électrogènes CMO	Version : 1.0
		Date : 09/07/2025

83041 Toulon cedex 9
Tél : 04 94 42 79 30

6.2 Mission ministérielle PME/PMI

Le ministère des armées dispose d'une structure dédiée aux PME. Le titulaire pourra éventuellement, en complément de l'assistance apportée par l'interlocuteur mentionné sur la page de garde de l'acte d'engagement, bénéficier de l'assistance de cette entité en la contactant aux coordonnées suivantes :

Tél : 0800 02 71 27 (appel gratuit) ou 07 60 15 87 35 en région.

6.3 Médiateur des entreprises

En cas de différend concernant l'exécution des marchés, il est également possible de saisir le médiateur des entreprises selon les dispositions des articles L. 2197-4, R.2197-23 et 24 du code de la commande publique.

7 PENALITES ET RETENUES

7.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Il est fait application de l'article 14 du CCAG/FCS, les pénalités pour retard dans l'exécution des prestations.

7.2 Lutte contre le travail dissimulé

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités à ce titre est fixé à 10% du montant du marché, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

7.3 Non-respect des consignes de sécurité santé au travail (SST) ou environnementales

En cas de non-respect et/ ou absence d'information au sujet de consignes SST ou environnementales, il est appliqué, sur simple constatation du pouvoir adjudicateur, une pénalité de **300 €** par infraction constatée.

7.4 Violation des consignes relatives aux déchets de chantier

En cas de violation des consignes relatives à la gestion des déchets de chantier via Trackdéchets, le titulaire en infraction encourt une pénalité de **200 €** par infraction constatée.

7.5 Cumul et plafonnement

Toutes les pénalités et retenues visées au présent CCAP sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le prestataire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000 €.

7.6 Remise des documents à fournir après exécution

Pour chaque tranche, il sera appliqué une retenue de 10 000 € jusqu'à la date d'acceptation, par le pouvoir adjudicateur, des documents conformes à l'exécution, remis dans les conditions stipulées à l'article 3.2 du CCAP.

	BASE NAVALE TOULON Maintenance des groupes électrogènes CMO	Version : 1.0 Date : 09/07/2025
--	--	------------------------------------

8 ASSURANCES

8.1 Dispositions communes

Dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et les entrepreneurs intervenants au marché (y compris les sous-traitants) doivent justifier qu'ils ont contracté une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations en application des dispositions de l'article 9 du C.C.A.G./F.C.S.

Cette assurance comportera une extension de garantie dommages aux biens confiés appartenant aux tiers et au ministère des armées et sur lesquels le titulaire est appelé à intervenir.

8.2 Assurance de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le pouvoir adjudicateur et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des prestations, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

9 DEMARCHE DE CERTIFICATION « RELATIONS FOURNISSEURS RESPONSABLES(RFR) ET DE LABELLISATION « RELATION FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES (RFAR) »

Le ministère des armées a obtenu le label « relations fournisseurs et achats responsables », adossé à la norme ISO 20400 :2017 « Achats responsables – Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats. A ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400 :2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) et label « relation fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relation fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises vous accompagne dans cette démarche, pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

10 DELIVRANCE DE CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION

Le ministère des armées peut délivrer au titulaire du présent contrat, ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « Certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des Armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire.

La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si : la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles, si la relation commerciale s'est révélée difficile, si le contrat est résilié aux torts du titulaire ...

La demande d'attribution du CBEM est à adresser au service d'achat qui lui a notifié le marché.

11 DEROGATIONS AU CCAG FCS

L'ARTICLE DU CCAP	DÉROGE A L'ARTICLE DU CCAG
1.3	4.1
2.3.1	10.1.3

	BASE NAVALE TOULON Maintenance des groupes électrogènes CMO	Version : 1.0
		Date : 09/07/2025

2.5.4.4	10 et 12
5.3	33
7.5	14.1.2 et 14.1.3

	BASE NAVALE TOULON Maintenance des groupes électrogènes CMO	Version : 1.0
		Date : 09/07/2025

ANNEXE N° 1

GUIDE DE DEMARRAGE SUBCLIC